

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 11 décembre 1991;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 fixant les attributions des membres de l'Exécutif flamand;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 octobre 1992 portant délégation des compétences de décision aux membres de l'Exécutif flamand;
 Vu les avis du comité de gestion de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle, donnés le 18 mars 1992 et le 1^{er} juillet 1992;
 Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 août 1992;
 Vu l'accord du Ministre flamand qui a le budget dans ses attributions, donné le 18 septembre 1992;

Arrête :

Article unique. L'article 4 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 1991 portant exécution de l'article 89, § 4, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l'Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1992. ».

Bruxelles, le 4 février 1993.

Mme L. DETIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 1266

[S-C — 20215]

29 MARS 1993. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1^o association de santé intégrée, ci-après dénommée « association » : toute association pratiquant la dispensation par une équipe de premier recours, pluridisciplinaire en matière médico-psycho-sociale, ci-après dénommée « l'équipe », de soins octroyés dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique, de soins intégrés octroyés en incluant la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie, de soins continus octroyés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge, à quelque niveau que ce soit;

2^o soins de santé primaires : les soins de première ligne dispensés en consultation et à domicile et le suivi préventif;

3^o assurer des fonctions de santé communautaire : développer des activités coordonnées avec l'ensemble du réseau psycho-médico-social et créer des conditions de participation active de la population à la promotion de sa santé;

4^o assurer des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne : recueillir des données permettant une description épidémiologique de la population desservie, l'évaluation des objectifs et l'auto-évaluation de ses activités en vue d'une amélioration de la qualité des soins;

5^o zone urbaine : l'ensemble formé par une ville et ses banlieues, ou commune isolée comptant plus de 10 000 habitants.

Art. 2. L'Exécutif peut agréer les associations qui répondent aux conditions suivantes, après avis motivé de la commission d'agrément visée à l'article 3 du présent décret :

1^o être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif;

2^o dispenser des soins de manière à ce qu'ils soient accessibles à tous, dans les conditions que l'Exécutif définit;

3^o garantir la communication de l'information permettant la continuité des soins;

4^o intégrer les différentes disciplines de soins de base dans un travail d'équipe;

5^o exercer principalement ses activités dans une zone géographique limitée à un rayon de 5 km ou de 20 km autour du siège d'activités de l'association suivant que celui-ci se trouve dans ou en dehors d'une zone urbaine;

6^o l'association sans but lucratif doit disposer d'une assemblée générale composée majoritairement par des membres de l'équipe, tout membre de l'équipe étant membre de droit de l'assemblée générale à sa demande;

7^o garantir au patient le libre choix du prestataire de soins.

Art. 3. 1^{er}. Il est institué une commission d'agrément auprès des services de l'Exécutif dont la mission est de donner son avis sur les demandes d'agrément, de renouvellement d'agrément et de retrait d'agrément, ci-après dénommée la commission.

2. La commission est composée de douze membres effectifs et d'autant de membres suppléants choisis notamment en raison de leur qualité de membre d'une association de santé intégrée, de représentant des médecins généralistes, des professions paramédicales et des mutualités. Chaque membre suppléant est désigné pour remplacer un membre effectif.

Les membres et leurs suppléants sont nommés par l'Exécutif pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

(1) Session 1992-1993

Documents du Conseil. — N° 70, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 mars 1993.

3. Assistent en outre, aux réunions de la commission, à titre consultatif, un représentant de la direction générale des affaires sociales du ministère de la Culture et des Affaires sociales et un représentant de la direction générale de la santé de ce même ministère, un représentant du ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et un représentant du ministre qui a la Santé dans ses attributions.

Ces représentants sont désignés par l'Exécutif.

4. Le président et le vice-président de la commission sont désignés par l'Exécutif parmi les membres effectifs.

5. Le secrétariat est assuré par un agent de la Communauté française.

6. Les membres ont droit au remboursement de leurs frais de parcours suivant les normes fixées par l'Exécutif.

7. L'Exécutif règle le fonctionnement de la commission et approuve son règlement d'ordre intérieur.

Art. 4. L'Exécutif arrête la procédure d'octroi de l'agrément et détermine la durée pour laquelle il est accordé.

L'agrément peut être retiré à l'association qui ne remplit plus les conditions requises ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent. L'Exécutif détermine la procédure de retrait de l'agrément.

Art. 5. L'équipe comprend au moins deux généralistes dont l'activité principale s'exerce dans le cadre de l'association, un kinésithérapeute, un infirmier, un service d'accueil et de secrétariat.

Art. 6. L'équipe assure :

1° des fonctions curatives et préventives dans le cadre des soins primaires;

2° des fonctions de santé communautaire;

3° des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne.

Art. 7. Les membres de l'équipe instaurent entre eux une collaboration et une coordination, notamment en tenant une réunion de tous les membres au moins une fois par semaine. Les modalités suivant lesquelles sont recueillies et diffusées les informations au sein de l'équipe sont fixées de manière précise, à tout le moins en prévoyant la tenue d'une fiche de liaison.

Art. 8. L'association doit s'assurer la collaboration de travailleurs sociaux et de psychothérapeutes.

Art. 9. L'association fait l'objet d'une évaluation périodique selon les modalités fixées par l'Exécutif.

Art. 10. L'Exécutif peut, dans la limite des crédits budgétaires, octroyer aux associations agréées une subvention pour celles de leurs activités qui ne bénéficient pas d'autres subventions ou interventions financières, sur base des critères qu'il fixe en tenant compte de leur niveau de coordination des associations, de leur niveau d'intégration, des services offerts et du volume de la population desservie.

Le montant de la subvention ne peut en tout cas pas dépasser la moitié du coût de ces activités.

Art. 11. Sans préjudice de l'application de l'article 10, les activités développées par les associations agréées, à l'initiative ou en concertation avec l'Exécutif, peuvent être subventionnées intégralement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 mars 1993.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 1266

[C — 29215]

29 MAART 1993. — Decreet betreffende de erkenning
en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° geïntegreerde gezondheidsvereniging, hierna « vereniging » genoemd, elke vereniging die langs een op het medische en psychosociale vlak pluridisciplinaire eerstezorgverleningsequipe, hierna « de equipe » genoemd, zorg verleent vanuit een globale, zowel organieke als psychologische en sociale, visie, waarbij de zieke beschouwd wordt als een persoon die een individuele geschiedenis heeft en die in een familiale, professionele en sociaal-economische omgeving geïntegreerd is, geïntegreerde zorg verleent met inbegrip van preventie die kan worden

(1) Zitting 1992-1993.

Stukken van de Raad. — Nr. 70, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 maart 1993.

uitgevoerd ofwel bij individuele contacten ofwel bij acties gevoerd ten aanzien van een bepaalde bevolkingsgroep, ononderbroken zorg verleent waarbij de synthese, de toegankelijkheid en het volgen wordt verzekerd van de informatie in verband met het geheel van de gezondheidsproblemen die door de patiënt worden beleefd gedurende zijn opname, op welk niveau dan ook;

2° primaire gezondheidszorg : de eerstelijnszorg die bij een raadpleging of thuis wordt verleend, en het preventief volgen;

3° communautaire gezondheidsfuncties uitoefenen : activiteiten organiseren die worden gecoördineerd met het gehele psychisch-medisch-sociaal netwerk, en omstandigheden scheppen waarin de bevolking actief kan deelnemen aan de promotie van haar gezondheid;

4° functies uitoefenen voor het waarnemen van de eerstelijnsgezondheidszorg : gegevens verzamelen waardoor de bediende bevolking op epidemiologisch vlak kan worden beschreven, de doelstellingen kunnen worden geëvalueerd en waardoor er een zelfevaluatie van haar activiteiten kan zijn met het oog op een verbetering van de kwaliteit van de zorgverlening;

5° stedelijke zone : het geheel, gevormd door een stad en haar voorsteden, of een gemeente die meer dan 10 000 inwoners telt.

Art. 2. De Executieve kan, na inwinning van het met redenen omkleed advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 3 van dit decreet, de verenigingen erkennen die aan volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° op zodanige wijze zorg verstrekken dat die toegankelijk is voor iedereen, onder de door de Executieve te bepalen voorwaarden;

3° waarborgen dat de informatie die ononderbroken zorg mogelijk moet maken, wordt medegedeeld;

4° de verschillende basiszorgdisciplines in een ploegwerk integreren;

5° haar activiteiten hoofdzakelijk uitoefenen in een geografische zone beperkt tot een straal van 5 km of 20 km om de activiteitenzone van de vereniging, naargelang deze zich binnen of buiten een stedelijke zone bevindt;

6° de vereniging zonder winstoogmerk moet beschikken over een algemene vergadering die voor het merendeel samengesteld is uit de leden van de equipe, waarbij elk lid van de equipe, op zijn verzoek, van rechtswege lid is van de algemene vergadering;

7° de patiënt waarborgen dat hij zijn zorgverlener vrij kan kiezen.

Art. 3. 1. Er wordt een erkenningscommissie ingesteld hij de diensten van de Executieve die als opdracht heeft advies te verstrekken over de aanvragen om erkenning, hernieuwing van de erkenning en intrekking van de erkenning, hierna de commissie genoemd.

2. De commissie is samengesteld uit twaalf werkende leden en evenveel plaatsvervangende leden die inzonderheid worden gekozen op grond van hun hoedanigheid van lid van een geïntegreerde gezondheidsvereniging, van vertegenwoordiger van de algemeen geneeskundigen, de paramedische beroepen en de ziekenfondsen. Elk plaatsvervangend lid wordt aangewezen om een werkend lid te vervangen.

De leden en hun plaatsvervangers worden door de Executieve voor een periode van vier jaar benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

3. Wonen bovendien, met raadgevende stem, de vergaderingen van de commissie bij, een vertegenwoordiger van de algemene directie van sociale zaken van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en een vertegenwoordiger van de algemene directie van gezondheid van datzelfde ministerie, een vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de sociale zaken behoren en een vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort.

Die vertegenwoordigers worden door de Executieve aangewezen.

4. De voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie worden door de Executieve uit de werkende leden gekozen.

5. Het secretariaat wordt waargenomen door een lid van het personeel van de Franse Gemeenschap.

6. De leden kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten volgens door de Executieve vast te stellen normen.

7. De Executieve regelt de werking van de commissie en keurt haar huishoudelijk reglement goed.

Art. 4. De Executieve stelt de procedure vast voor de verlening van de erkenning en bepaalt de periode waarvoor die toegekend wordt.

De erkenning van de vereniging die niet meer voldoet aan de vereiste voorwaarden of de haar opgelegde verplichtingen niet nakomt, kan worden ingetrokken.

Art. 5. De equipe bestaat uit ten minste twee algemeen geneeskundigen wier hoofdactiviteit wordt uitgeoefend in het kader van de vereniging, een kinesitherapeut, een verpleegkundige, een dienst voor onthaal en secretariaat.

Art. 6. De equipe :

1° oefent curatieve en preventieve functies uit in het kader van de primaire zorgverlening;

2° oefent communautaire gezondheidsfuncties uit;

3° oefent functies uit voor het waarnemen van de eerstelijnsgezondheidszorg.

Art. 7. De leden van de equipe zetten tussen hen een samenwerking en een coördinatie op touw, inzonderheid door ten minste één keer per week een vergadering van alle leden te beleggen. De nadere regels volgens welke de informatie binnen de equipe worden ingezameld en verspreid, worden nauwkeurig vastgesteld, waarbij ten minste een verbindingsfiche moet worden gehouden.

Art. 8. De vereniging moet kunnen rekenen op de samenwerking van maatschappelijk werkers en psychotherapeuten.

Art. 9. De vereniging moet periodiek worden geëvalueerd volgens door de Executieve nader te bepalen regels.

Art. 10. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan de Executieve aan de erkende verenigingen een toelage toekennen voor de activiteiten waarvoor geen andere toelagen of financiële tegemoetkomingen worden toegekend, op grond van de criteria die ze vaststelt, er rekening mee houdend in hoeverre die activiteiten bijdragen tot een betere coördinatie van de verenigingen en rekening houdend met hun integratieniveau, de aangeboden diensten en het volume van de bediende bevolking.

Het bedrag van de toelage kan geenszins hoger zijn dan de helft van de kosten voor die activiteiten.

Art. 11. Onverminderd de toepassing van artikel 10, kunnen de activiteiten die, op initiatief of in overleg met de Executieve, door de erkende verenigingen worden georganiseerd, integraal worden betoelaagd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 maart 1993.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 1287

**29 MARS 1993. — Décret relatif à l'octroi et au paiement
d'une prime syndicale à certains membres du personnel de la Radio-Télévision belge
de la Communauté française (R.T.B.F.) (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° « R.T.B.F. » : Radio-Télévision belge de la Communauté française;
- 2° « année de référence » : l'année civile précédant l'année au cours de laquelle naît le droit au paiement de la prime syndicale;
- 3° « organisation syndicale représentative » : l'organisation syndicale représentative du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française au sens de l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 avril 1984 organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française.

Art. 2. Les dispositions du présent décret sont applicables aux membres du personnel statutaire nommés à titre définitif et aux membres du personnel contractuel de la R.T.B.F., à l'exception des membres du personnel qui peuvent obtenir une prime syndicale sur la base d'autres dispositions légales, réglementaires et conventionnelles et des collaborateurs engagés contractuellement pour les besoins spécifiques des programmes tels que les artistes, billettistes et conférenciers.

Art. 3. Les membres du personnel visés à l'article 2 reçoivent une prime syndicale annuelle s'ils satisfont aux conditions suivantes :

- 1° avoir fait partie de l'effectif de la R.T.B.F. durant trois mois au moins au cours de l'année de référence;
- 2° avoir été affiliés durant l'année de référence comme membre cotisant d'une organisation syndicale représentative.

L'Exécutif fixe les conditions auxquelles les membres du personnel visés à l'article 2 doivent satisfaire pour être considérés comme membre cotisant au sens de l'alinéa 1^{er}, 2^o.

Pour une même année de référence, une même personne ne peut demander et obtenir qu'une seule prime syndicale.

Art. 4. L'Exécutif fixe pour chaque année :

- 1° le montant de la prime syndicale;
- 2° le montant de la contribution annuelle de la R.T.B.F. au paiement des primes syndicales.

Il arrête les modalités de paiement de la prime et les règles en vue d'éviter tout cumul de primes syndicales.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé auprès de la R.T.B.F. un fonds des primes syndicales qui est alimenté par les contributions annuelles visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o.

La R.T.B.F. gère le fonds des primes syndicales et transfère les sommes nécessaires au paiement des primes syndicales et des frais administratifs de fonctionnement à un ou plusieurs organismes de paiement à créer par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives. Ces organismes doivent adopter la forme d'une association sans but lucratif.

§ 2. L'Exécutif fixe annuellement et de manière forfaitaire, en fonction du total des primes syndicales versées par chaque organisme de paiement, le montant des frais administratifs de fonctionnement visés au paragraphe 1^{er} qui doivent être prélevés des contributions visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 3. Les conditions et les modalités du transfert de ces sommes aux organismes de paiement visés au paragraphe 1^{er} sont fixées par l'Exécutif.

Art. 6. L'Exécutif fixe les mesures de contrôle de l'octroi et du paiement de la prime syndicale. Il règle également le contrôle des organismes de paiement visés à l'article 5, § 1^{er}.

Art. 7. Toutefois, pour l'année de référence 1991, la contribution de la R.T.B.F. au paiement des primes syndicales est fixée à 570 francs par membre du personnel qui, au 30 juin 1991, faisait partie de l'effectif de la R.T.B.F.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — N° 78 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 mars 1993.